



## Déclaration liminaire CSA A 18 octobre 2023

Après l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard enseignant de lettres au lycée Gambetta d'Arras nous vous demandons madame la Rectrice une minute de silence avant le début de nos travaux pour lui rendre hommage. Nous souhaitons associer à ce temps de recueillement la mémoire de notre collègue Samuel Paty lui aussi assassiné le 16 octobre 2020.

La FSU tient d'abord à se féliciter de la tenue un peu plus tôt en ce début d'année scolaire du CSA dit de « rentrée » ce que nous réclamons depuis plusieurs années. Si un groupe de travail s'est réuni le 10 octobre pour préparer l'étude des LDG, celui-ci n'a pu de fait être suffisamment constructif de par sa durée, son ordre du jour très large et l'envoi de documents de travail adressés, pour certains, le matin même. On peut par contre se féliciter de la qualité des travaux lors des deux GT qui ont été consacrés au régime indemnitaire de la filière ITRF.

L'éducation avec la valse des ministres et l'arrivée très médiatisée de Gabriel Attal fait régulièrement la une des médias, mais force est de constater que depuis l'arrivée à l'Élysée d'Emmanuel Macron une vision conservatrice (retour aux « fondamentaux », hégémonie des questions d'autorité) et managériale de l'école est imposée mais cela masque mal l'absence d'un véritable projet éducatif et d'une ambition éducative dont pourtant la nation a un cruel besoin.

Le ministre a beau claironner dans les médias que le budget de l'EN est le premier budget de l'État, la réalité a la vie dure et les chiffres sont têtus : en 2021 la dépense intérieure d'éducation (ensemble des dépenses effectuées par l'ensemble des agents économiques dit autrement dépenses de l'État et des collectivités rémunération, cantine transports) était de 169 milliards soit 6,8 % du PIB exactement la même proportion qu'en 1982 ! Cela permet de mesurer l'ambition réelle de notre pays en matière d'éducation. La FSU exige une loi de programmation pluriannuelle.

Du coup rien d'étonnant de constater que malgré les additions parfois peu orthodoxes du ministre l'augmentation promise de 10 % sans contrepartie aux personnels enseignants par le candidat Macron entre les deux tours de l'élection présidentielle n'est pas mise en œuvre, et que nationalement la fermeture de postes reste la norme (près de 2 193 suppressions de postes d'enseignants programmées pour l'enseignement public à la prochaine rentrée. La FSU défend l'idée de profiter de la baisse démographique prévue pour améliorer les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels en limitant le nombre d'élèves par classe et en développant les travaux en groupe réduits. Faire réussir tous les jeunes, ne sera possible qu'avec du personnel formé et rémunéré en conséquence et sans contrepartie.

Les personnels ont besoin de pouvoir faire leur métier avec sérénité et plaisir. Cela passe obligatoirement par une véritable reconnaissance financière, la baisse du pouvoir d'achat est évaluée à plus de 15% depuis 2017. La revalorisation doit prendre en compte l'inflation qui est à l'œuvre dans notre pays, réindexer le point d'indice, l'augmenter et réinjecter des points d'indice dans les grilles font partie des solutions pour pallier la désertion des métiers de l'éducation nationale. Cela passe aussi par des opérations de mobilités réellement améliorées et avec le contrôle des élus des personnels conditions essentielles pour un service public d'éducation à la hauteur des enjeux.

Le nouveau chantier sur les conditions de travail ne débute pas sous les meilleurs auspices : des milliers de suppressions de postes proposées et actées dans tous les secteurs depuis 2017 ont fortement alourdi les charges de travail de tous les personnels : augmentation des effectifs de classe, du nombre d'élèves à charge pour les personnels sociaux et de santé, des tâches administratives et, les premières annonces, par exemple sur la formation continue pour les enseignants du second degré hors du temps de face à face pédagogique, et hors des 108 heures pour le 1<sup>er</sup> degré vont venir alourdir encore leur temps de travail.

Il faut aussi cesser de multiplier les réformes sans aucune évaluation des précédentes et sans les construire avec les personnels voire contre les personnels.

Dans le premier degré, même si notre académie a pu bénéficier d'une dotation positive au regard de sa position de « lanterne rouge », la fermeture de près de 2 000 classes, des effectifs toujours trop chargés notamment en cycle 3 et en maternelle, le nombre de postes non pourvus au concours, le manque d'enseignants titulaires, de remplaçants, d'AESH, l'inclusion sans moyens sont responsables de conditions de rentrée très dégradées. Plus de 6 000 contractuels ont d'ores et déjà été recrutés dans toutes les académies pour faire face au manque de personnels, dont au moins 320 dans notre académie.

Dans le second degré, la rentrée a été celle des promesses non tenues : il n'y avait pas un professeur devant chaque classe à la rentrée. Le service public est tombé bien bas en raison des politiques menées ces dernières années. Vouloir répondre à cette question des postes ou absences non remplacées par le pacte est une réponse hors sujet et provocatrice. Cela passe sous silence la question des remplacements de longue durée. Quant au remplacement de courte durée par le pacte, ils sont largement refusés par nos collègues qui y voient bien la tromperie pédagogique (le remplacement ne s'improvise pas) et institutionnelle. La communication ministérielle qui renvoie la responsabilité des cours non assurés aux acteurs locaux, personnels de direction et enseignants est inadmissible et dégrade la relation de confiance entre les usagers et les personnels. Les autres missions du pacte confirment qu'il est une commande présidentielle pensée d'abord pour mettre en place des réformes. C'est le cas en collège, avec une réforme très loin de répondre aux besoins des élèves, à l'image de l'heure d'approfondissement/de soutien en 6<sup>ème</sup>, déconnecté du groupe-classe et des apprentissages disciplinaires. C'est une déclinaison concrète d'un projet éducatif qui entérine les inégalités entre élèves en stigmatisant les plus fragiles, tout en contribuant à la perte de sens du métier. Le pacte en LP en est aussi une illustration avec 11 missions servant de support au déploiement d'une réforme

vivement contestée. Enfin le pacte ne fera que renforcer les inégalités salariales entre les femmes et les hommes. Plutôt que de bricolage institutionnalisé, la priorité est bien à la diminution des effectifs et au traitement de la difficulté scolaire dans les classes.

Au lycée général et technologique, les annonces sur les épreuves de spécialité, l'oral de l'EAF et le grand oral, exigées par la FSU depuis plusieurs années, montrent à quel point il peut être utile d'écouter les organisations syndicales dès les premières alertes. Il convient d'aller au-delà de ces premières mesures : remise à plat de la réforme du lycée et du bac, abrogation de ParcoursSup, sont des impératifs dans l'intérêt des élèves et des personnels. Ils ne peuvent se faire brutalement et sans concertation. La FSU est prête à porter un ensemble de mesures de court et moyen terme en ce sens.

La rentrée dans les lycées pro est alarmante : il manque presque deux enseignants par établissement et malgré le public fragile accueilli aucun d'entre eux ne bénéficie d'équipes pluridisciplinaires complètes. La FSU dénonce avec force la volonté de C. Grandjean d'augmenter les stages et d'avancer les épreuves du bac en terminales alors même qu'elles viennent d'être revues pour le LGT. Diminuer encore le temps scolaire en Tale c'est mettre en péril l'obtention des diplômes pour nos jeunes. Quant aux annonces de fermetures des filières prétendues non insérantes, c'est un signal de mépris de plus pour les collègues qui devront subir des reconversions brutales et vis à vis des jeunes à qui vous bouchez l'avenir scolaire et professionnel. Plutôt que de démanteler nos lycées professionnels, basculer nos missions et remplacer les PLP par des personnels extérieurs à l'école, des concertations pour renforcer les lycées pros dans leur rôle qualifiant et social doivent être engagées.

Pour les personnels administratifs et ITRF des services et établissements, cette rentrée scolaire se place sous le signe du « Toujours plus »... de tâches et de missions sans qu'elles ne soient assumées par une politique ministérielle de renfort des équipes, par des créations d'emplois à la hauteur des besoins. A fortiori dans un contexte où les nouveaux applicatifs que sont RenoIRH et Op@le sont en train de déstabiliser gravement des équipes complètes de collègues entrés désormais en galère professionnelle. Il est urgent sur ce terrain de lutter contre ce contexte de sous administration qui se retourne aujourd'hui contre les agents publics et leurs conditions de travail.

Il en est de même pour les personnels sociaux. Les moyens insuffisants et une charge de travail qui explose génèrent des conditions de travail très difficiles source de souffrance professionnelle. L'actualité le démontre, c'est bien avec des équipes pluri professionnelles complètes et faisant partie intégrante des établissements que l'école pourra permettre la réussite de toutes et de tous

Suite à la publication du calendrier des examens sans aucune concertation nous tenons comme lors de la dernière réunion de la F3SCT A attiré votre attention sur les épreuves qui sont prévues l'après-midi avec les risques d'inconfort thermiques que vont subir élèves et personnels.